

Avec la feuille de signature : Protégez votre liberté et signez l'initiative populaire Action indépendante au sein des familles et des communautés. (Initiative de protection des enfants et des adultes)» ! Page 14



Juin 2019



Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre



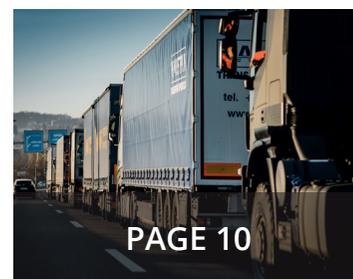
PAGE 3

Les conseillers nationaux de l'UDC appellent à la fin de la violence importée



Un nouveau rapport indépendant le prouve : L'accord de l'UE est un danger pour les communes et les cantons

PAGES
4 - 5



PAGE 10

La Suisse a besoin d'une politique des transports sans oeillères idéologiques

L'UDC dans les médias



L'UDC veut ouvrir les bars jusqu'au petit matin

Yverdon-les-Bains Le conseiller communal Ruben Ramchurn déposera un postulat pour permettre aux bars de rester ouverts jusqu'à 4 h le week-end.



Si le Conseil communal suit la proposition de l'Élu UDC, les bars pourraient ouvrir jusqu'à l'aube.



Pierre Alain Schnegg pour célébrer les 40 ans du Jura

Le conseiller d'Etat bernois Pierre Alain Schnegg sera présent à Saignelégier le 23 juin lors des festivités du 40e anniversaire du canton du Jura



L'UDC valaisanne fête ses 20 ans: retour sur une aventure qui a changé la carte politique du canton



PAR STÉPHANE GERMAINIER

ANNIVERSAIRE En été 1999, 200 personnes acclamaient dans un restaurant de Sion la création de la section valaisanne de l'UDC. Aujourd'hui, le parti compte dix fois plus de sympathisants et peut se targuer d'avoir durablement bouleversé la carte politique du canton, à tous les échelons.

L'arrogance et l'ignorance de Juncker



de l'accord-cadre, qui sont essentiels aux yeux de l'UDC et dont le non-respect détruirait notre démocratie directe, semblent avoir été approuvés par une majorité du Conseil fédéral, M. Juncker répond, sur un ton certes amical, mais avec une arrogance incroyable, trois jours plus tard. Et ce, en donnant sept jours à la Suisse pour régler les points en suspens tout en précisant qu'il était exclu d'apporter des modifications au texte du traité.

Le poker qui s'est joué il y a quelques jours à propos de l'accord-cadre entre la Suisse et l'UE montre une fois de plus que le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, ne sait pas ou ne veut pas savoir comment notre démocratie directe fonctionne.

C'est grâce à l'engagement de l'UDC que le Conseil fédéral n'a pas encore signé l'accord-cadre avec l'UE. Le Conseil fédéral s'est en effet laissé convaincre de demander à Bruxelles que l'UE clarifie trois domaines, à savoir les aides publiques, la directive relative au droit des citoyens de l'Union et la protection salariale. Il s'agit toutefois pour l'UDC de questions de détail, même si elles ont toutes leur importance en soi. L'essentiel de l'accord, à savoir la reprise automatique du droit communautaire ou l'interprétation contraignante de la loi par la Cour de justice des Communautés européennes sont apparemment passées sous silence par le Conseil fédéral et n'ont même pas été mentionnées dans la lettre adressée à M. Juncker. Bien que ces principes

La Suisse dispose donc d'un délai plus court que n'importe quel contrevenant après qu'un jugement a été rendu. M. Juncker écrit également à la première personne et au nom des 28 États membres de l'UE, donnant ainsi sa propre interprétation. La lettre ne tient aucunement compte du fait que nos décisions doivent mûrir lentement dans l'intérêt du pays et exiger l'approbation de la majorité de la population. M. Juncker ne comprend évidemment pas que notre président, à qui il s'adresse avec un «Cher Ueli» ne peut pas simplement décider par lui-même.

Cette arrogance et cette ignorance ne méritent qu'une réponse: tout amical qu'il soit, cet accord doit être rejeté avec fermeté.

Albert Rösti

**Conseiller national Albert Rösti
Président de l'UDC Suisse**

La violence contre les femmes a un nom: ceux qui ne sont pas intégrés

Dans la perspective de la grève des femmes du 14 juin, les femmes du groupe UDC ont appelé à la tolérance zéro en matière de violence contre les femmes. Comme le montrent bien les statistiques, cette violence est le fait d'hommes qui ne sont pas intégrés. Les femmes UDC demandent donc que l'on soutienne les femmes de gauche et que la police et la justice protègent enfin les femmes efficacement contre ces individus violents.

Il est statistiquement prouvé depuis longtemps qu'une grande partie de la violence à l'égard des femmes est importée. D'après la statistique policière sur la criminalité et les statistiques sur les personnes condamnées, ce ne sont en effet pas les hommes en général qui sont violents, mais en particulier ceux qui ne sont pas intégrés. Les migrants – si on les considère par rapport à leur part de la population (environ 25 %) – sont surreprésentés parmi les auteurs d'infractions graves, parmi lesquelles on compte les infractions sexuelles. Selon la statistique policière sur la criminalité établie par la Confédération, quelque 626 viols ont été signalés en 2018. Sur les 527 accusés, 317, soit environ 60 %, étaient des étrangers. Parmi les adultes condamnés pour viol, 74 % étaient des étrangers en 2017. Et parmi les personnes reconnues coupables d'agression sexuelle, environ les deux tiers étaient des étrangers.

Selon l'Office fédéral de la statistique, la violence domestique concerne aussi principalement les migrants. En 2016, les hommes étrangers ont été enregistrés auprès de la police 3,7 fois plus souvent que les hommes suisses pour violence domestique. On constate que la situation est analogue pour ce qui est de la violence contre un ex-conjoint, où les étrangers étaient trois fois plus susceptibles d'être les auteurs d'actes violents que les Suisses.

Chasse aux femmes «indignes»

Beaucoup de femmes ne se sentent plus en sécurité aujourd'hui dans l'es-



A l'occasion de la Journée de grève des femmes, les conseillères et les conseillers nationaux UDC ont appelé la gauche à apporter son soutien pour que la Suisse parvienne enfin à la tolérance zéro en matière de violence contre les femmes. (Ne figurent pas sur la photo Andrea Geissbühler, Céline Amaudruz et Roberta Pantani, prises par d'autres engagements)

pace public. Ce sont en particulier les jeunes femmes qui font souvent l'objet d'insultes, ou qui sont harcelées, voire même agressées sexuellement. Les jeunes hommes issus de cultures patriarcales acceptent littéralement de les pourchasser, de les attraper et même, dans des cas extrêmes, de commettre des viols collectifs sur des femmes jugées indignes. A cela s'ajoute le fait qu'ils contraignent leurs femmes et leurs filles à se faire exciser, à arranger leurs mariages et à les forcer à porter le voile.

La gauche ferme les yeux

Il est non seulement absurde, mais également irresponsable que la gauche elle-même, qui prétend pourtant être toujours en première ligne dans le combat pour les droits des femmes, ferme les yeux sur cette triste réalité. Au lieu d'appeler un chat un chat et d'agir enfin pour que ces individus non intégrés auteurs d'actes de violence soient expulsés, que leurs permis de

séjour leur soient retirés, voire même d'empêcher d'entrer dans le pays des personnes qui ne veulent pas s'intégrer, la gauche préfère faire planer une suspicion générale sur tous les hommes et même exiger la reconnaissance de l'Islam comme une religion d'Etat. Il est temps d'enlever les œillères idéologiques: celles et ceux qui n'attachent pas à la question de la migration l'importance qu'on lui doit ne peuvent appréhender pleinement le problème de la violence.

A l'occasion de la Journée de grève des femmes, l'UDC appelle la gauche à retirer enfin ses œillères et à donner un coup de main pour que la Suisse adopte une tolérance zéro pour la violence contre les femmes, que les autorités, la police et la justice appliquent enfin toute la rigueur de la loi afin que les futures générations de femmes puissent vivre librement dans une Suisse sûre.



Un nouveau rapport indépendant montre que l'accord avec l'UE porte gravement atteinte à la démocratie directe.

Danger pour les cantons et les communes

L'accord institutionnel avec l'UE a les mêmes conséquences pour la Suisse qu'une adhésion à une organisation supranationale. Les cantons et les communes en ressentiraient les effets très directement: de nombreuses compétences cantonales et communales seraient restreintes, tout comme les droits de participation des citoyens qui n'auraient plus qu'un effet placebo. La Constitution fédérale serait court-circuitée de plusieurs manières. Conclusion évidente: cet accord doit absolument être soumis au référendum obligatoire. Voilà la conclusion à laquelle parvient un nouvel avis de droit indépendant.

On répète comme un moulin à prière à la Berne fédérale que l'accord-cadre institutionnel sert à « consolider » la voie bilatérale et qu'il permet le « développement » de celle-ci. Il suffit de lire les documents concernant ce projet pour se rendre compte que rien n'est plus faux. La réalité est que cet accord-cadre n'est pas un développement de la voie bilatérale, mais signifie tout simplement la fin de celle-ci.

Le peuple et les cantons suisses ont jusqu'ici refusé systématiquement et à bon escient un rattachement institutionnel à l'Union européenne. Le non au traité EEE (1992) et le refus de l'ad-

hésion à l'UE (2001) confirment clairement que la Suisse veut avancer sur sa propre voie et qu'elle n'entend conclure des accords bilatéraux que si c'est réellement nécessaire et utile. Or, la signature de l'accord-cadre institutionnel marquerait la fin de cette voie, car la Suisse serait irrémédiablement intégrée dans la mécanique de l'UE.

L'accord-cadre institutionnel ne concerne certes « que » cinq accords d'accès au marché de l'UE ainsi que les futurs traités dans ce domaine. Les mécanismes institutionnels – c'est-à-dire le développement du droit, l'interprétation du droit et le règlement des litiges – en-

traîneraient cependant un large alignement du régime légal suisse aux principes européens (qui sont en opposition avec nos principes juridiques). En particulier, la reprise dynamique de droit UE minerait massivement les droits démocratiques et les compétences du Parlement, des cantons et des communes.

L'accord institutionnel sape la Constitution fédérale

L'accord-cadre institutionnel contraint la Suisse de reprendre le développement du droit de l'UE. Cette dite « actualisation dynamique » des dispositions légales entraînerait de

graves atteintes au régime juridique et constitutionnel suisse comme en témoigne un avis de droit indépendant établi par Andreas Glauser, professeur de droit public.

L'obligation de la « reprise dynamique de droit » signifie en clair que l'UE adopte des dispositions que la Suisse doit ensuite reprendre à son compte. La Suisse a certes un droit de participation, mais elle ne dispose d'aucun droit de codécision ou de veto à ce niveau. Le Conseil fédéral répète sans relâche que la Suisse peut toujours décider librement si elle veut reprendre ou non une modification du droit de l'UE. L'avis de droit mentionné plus haut ne laisse en revanche planer aucun doute: « Les mesures de compensation prévues dans l'accord-cadre institutionnel soutiennent de manière si effective l'obligation de reprendre le droit de l'UE que le Parlement et les citoyens sont constamment pressés d'accepter les innovations », écrit l'auteur.

La démocratie directe est neutralisée

Cela signifie en clair que les processus de la démocratie directe et les droits de participation du peuple et des cantons sont neutralisés dans les faits. L'idée que la Suisse puisse encore décider librement est pure illusion. L'accord-cadre institutionnel supprime de plusieurs manières la Constitution fédérale.

L'idée selon laquelle la Suisse pourrait encore décider librement est une pure illusion.

Elle menace notamment le régime fédéraliste et constitutionnel de la Suisse.

L'autonomie des cantons et des communes serait restreinte dans plusieurs domaines. La réalité est que tous les domaines soumis à l'accord-cadre devraient être réglés au niveau cantonal et fédéral exclusivement et définitivement selon les normes imposées par

l'UE. En cas de litige concernant une disposition du droit européen, la Cour de justice de l'UE, donc le tribunal de la partie adverse, serait appelée à trancher.

De nombreuses compétences cantonales seraient sensiblement et tacitement restreintes. L'accord-cadre déplace automatiquement des compétences au niveau hiérarchique supérieur (européen) sans exiger un référendum obligatoire. Or, la Constitution fédérale actuelle impose précisément cette obligation si des compétences cantonales sont déplacées au niveau fédéral. Conclusion : la répartition fédéraliste des compétences au sein de la Confédération – un principe constitutionnel essentiel de la Suisse – serait supprimée par cet accord.

Bruxelles exercerait aussi une influence directe sur notre système fiscal. L'histoire de la loi fédérale sur la réforme fiscale et le financement de l'AVS (votation du 19 mai 2019) confirme parfaitement ce constat. La préparation de ce projet fiscal a son origine dans la critique de l'UE pour laquelle une imposition plus avantageuse de certaines sociétés viole l'interdiction des aides publiques. Comme de coutume en pareil cas, la Suisse a cédé et mis en place cette loi fédérale alors que la politique fiscale relevait jusqu'ici de la compétence des cantons.

La garantie d'Etat donnée aux banques cantonales – une pratique courante dans de nombreux cantons – tomberait sans doute également sous le coup de l'interdiction des aides publiques. Il s'agirait là aussi d'une atteinte massive aux compétences cantonales. L'association suisse des locataires a récemment exprimé la crainte que même la promotion publique de logements puisse être considérée par l'UE comme une aide publique illicite. Les compétences en matière de soutien à la construction de logements appartiennent aujourd'hui

en règle générale aux cantons et aux communes.

Il est probable que bien d'autres domaines soient touchés par l'imposition en Suisse de la réglementation de l'UE sur les aides publiques : approvisionnement en électricité et en eau, assurances cantonales des bâtiments, agriculture, culture, promotion du sport, services publics, hôpitaux publics, promotion économique, tourisme, transports publics, etc.

Indispensable majorité du peuple et des cantons

Ces constats prouvent à l'évidence qu'un éventuel accord-cadre doit être soumis au référendum obligatoire. Même si l'autorité politique niait le caractère supranational de ce traité, la décision d'approbation du Parlement devrait être assortie du « référendum obligatoire pour les traités internationaux sui generis », estime l'expert Andreas Glauser qui rappelle à ce propos différents cas précédents comme l'adhésion à la Société des Nations (1920), l'accord de libre-échange Suisse-UE (1972) ou encore l'adhésion à l'Espace économique européen (EEE, 1992).

Au-delà de ces considérations juridiques, cet avis de droit met en évidence les conséquences graves de cet accord pour la Suisse : restrictions massives de la démocratie directe, centralisation, moins de compétences pour les cantons et les communes. Pour celles et ceux qui aiment la Suisse et sa démocratie, une seule réponse s'impose : NON.



Conseiller national
Gregor Rutz
Zurich (ZH)

Les chômeurs, une bombe à retardement

Selon le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), le taux de chômage est de 2,4 %. C'est pour le moins euphémique. En fait, ce taux était presque deux fois plus élevé au premier trimestre de 2019. Ce sont surtout les travailleurs de plus de 50 ans qui se retrouvent sous pression. Ils finissent à l'aide sociale parce qu'ils sont remplacés par des étrangers plus jeunes et moins chers, et ce, grâce à la libre circulation des personnes.



Les travailleurs de plus de 50 ans se retrouvent sous pression en raison de la libre circulation des personnes. Mais au lieu de leur donner du travail, le Conseil fédéral veut leur offrir une rente transitoire.

Nous avons en Suisse 243 000 personnes qui sont actuellement au chômage. Un chiffre qui a légèrement augmenté par rapport au dernier trimestre de 2018. En comparaison européenne, la Suisse est aujourd'hui moins bien lotie en matière de chômage que l'Autriche, la Bulgarie, l'Estonie, la Slovénie, la Roumanie, la Grande-Bretagne, Malte, la Hongrie, la Pologne, les Pays-Bas, l'Allemagne et la République

La Suisse s'en tire aujourd'hui moins bien que la Roumanie, la Pologne ou l'Allemagne pour ce qui est du chômage.

tchèque. Dans les décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, le taux de chômage en Suisse était extrê-

mement bas, à tout le moins beaucoup plus bas que dans le reste de l'Europe de l'ouest. Ce n'est plus le cas.

Un taux de chômage enjolivé

Ainsi, 4,9 % de la population active potentielle n'a pas de travail dans notre pays, qui compte 8,6 millions d'habitants. Voilà pour les statistiques. Il est difficile d'imaginer toute la souffrance, la déception et le désespoir que recèlent tous ces destins concrets qui se cachent derrière ces chiffres bruts. En considérée comme chômeuse toute personne résidant en permanence en Suisse qui n'a pas exercé d'emploi au cours des quatre dernières semaines, qui est à la recherche d'un travail et qui pourrait commencer à travailler assez rapidement. Afin de faciliter une com-

paraison internationale, la méthode de calcul adoptée aujourd'hui est celle de l'Organisation internationale du travail (OIT). L'Office fédéral de la statistique applique ce même système correctement, tandis que le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) soumet le taux de chômage des personnes inscrites dans les offices régionaux de placement, ce qui signifie que les chômeurs en fin de droit disparaissent des statistiques. Ce taux de chômage s'élevait récemment à 2,4 %. On ne peut s'empêcher de soupçonner le SECO d'édulcorer des faits peu réjouissants qui grèvent le marché suisse du travail.

Conséquence de la libre circulation des personnes

Des statistiques sur le chômage sont tenues depuis 1991. A cette

époque, 79'000 personnes étaient encore à la recherche d'emploi, parmi lesquels 57'000 Suisses. Lorsque la libre circulation totale des personnes a été introduite en 2007 avec les 15 premiers Etats membres de l'UE, on comptait déjà 180'000 chômeurs, dont 105'000 étaient suisses. Aujourd'hui, au premier trimestre 2019, l'Office fédéral de la statistique recense 114 000 étrangers parmi les 243 000 chômeurs. 63 000 proviennent de pays de l'UE/AELE, 51 000 de pays tiers. Parmi les nationaux et les étrangers, 91 000 sont au chômage depuis un an ou plus et 125 000 ne sont pas inscrits dans un office régional de placement. Et pourtant, la conjoncture économique est toujours aussi favorable. On ne peut

qu'imaginer à quelle vitesse le taux de chômage continuera de croître dès que la situation économique verra son rythme à nouveau diminuer.

Le fait que le taux de chômage des 50-64 ans est passé de 4,4 à 4,6% par rapport au premier trimestre de

La proposition du Conseil fédéral a pour effet que les entreprises font preuve de toujours moins de scrupules pour congédier les collaborateurs d'un certain âge.

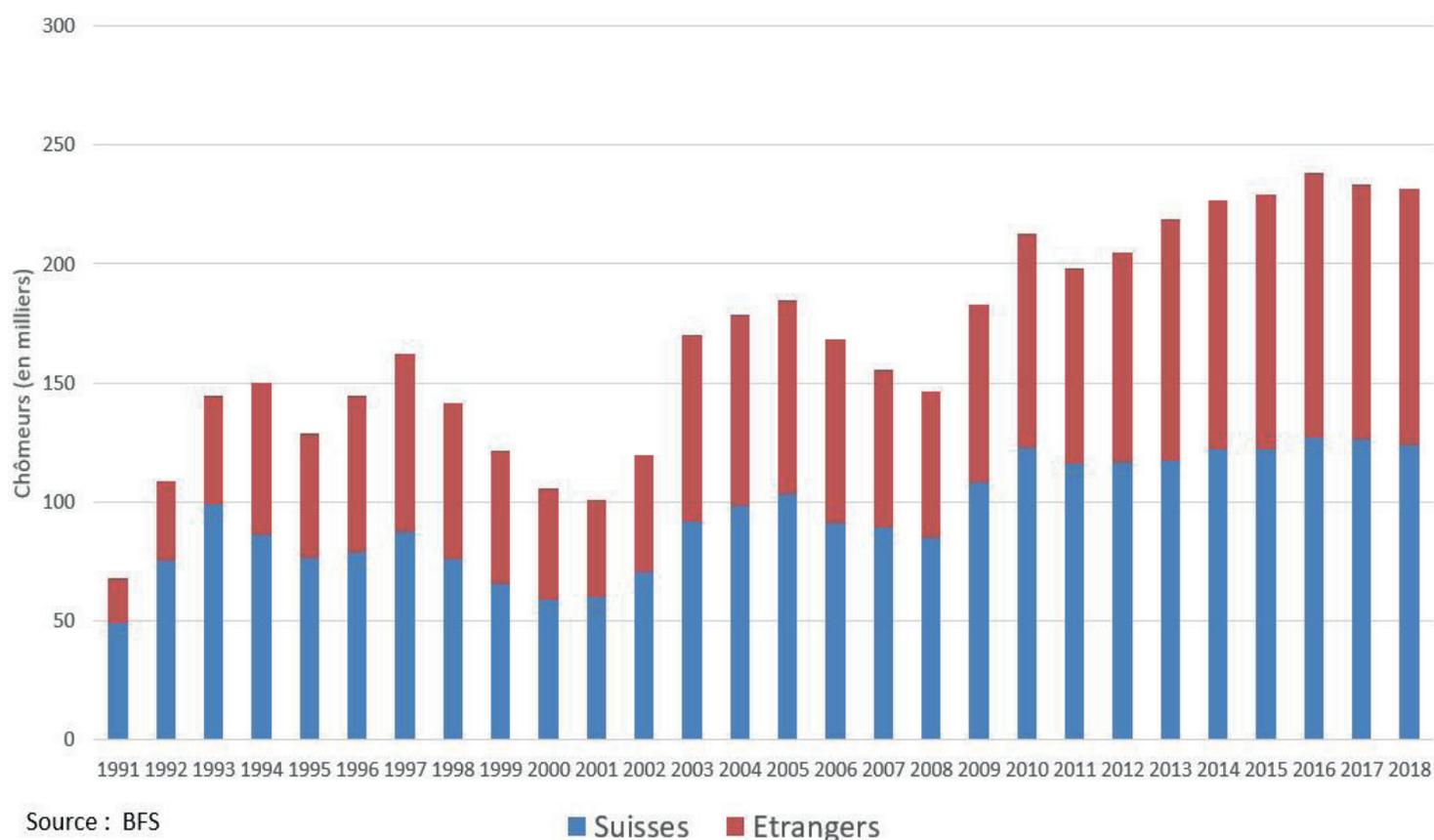
l'an dernier ne laisse pas d'inquiéter, alors que l'on constate globalement un léger recul de ce taux. Le problème des 50 ans et plus est donc bien réel.

Le Conseil fédéral a également dû en prendre acte et souhaite à présent introduire une rente de transition pour les chômeurs en fin de droit de 60 ans et plus. Il s'agit toutefois en réalité d'une rente de licenciement pour le moins indigne, car les entreprises auront encore moins de scrupules à l'avenir à licencier les personnes de 58 ans pour les inscrire au chômage avant de leur verser la rente transitoire pendant deux ans.

Conseiller national
Thomas Matter
Meilen (ZH)

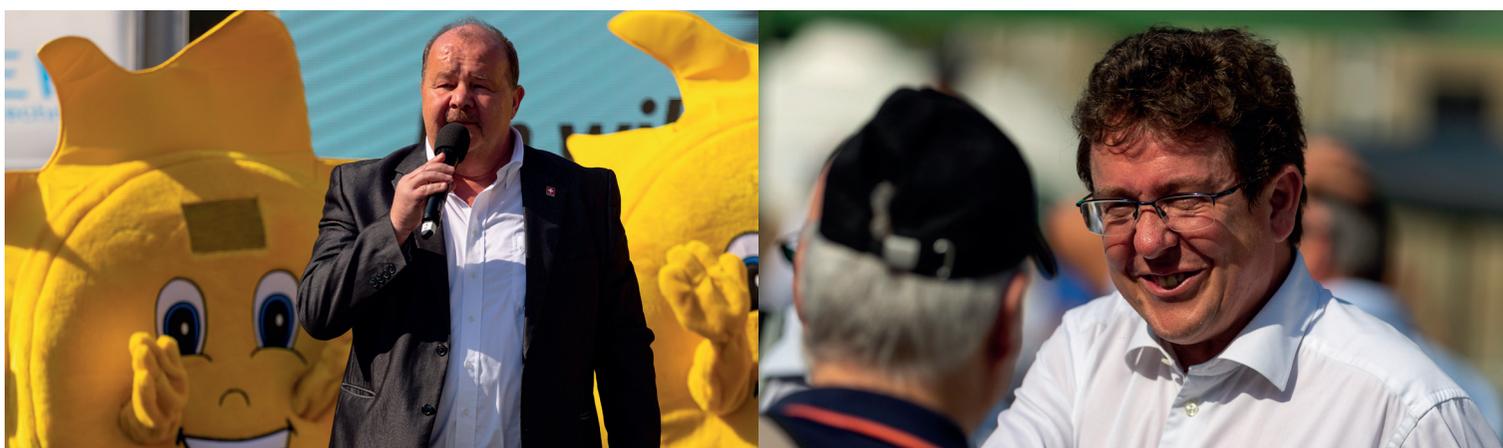


Hausse spectaculaire des chiffres du chômage, malgré la haute conjoncture



Le parti du centre s'engage pour tous - liberté, patrie, tous ensemble!

Le 4 juin, le soleil est apparu au cœur de Berne : L'UDC Suisse a fait danser les soleils sur sa nouvelle chanson Sünneli dans un un UDC proche de vous sur la Waisenhausplatz. Le groupe parlementaire de l'UDC, le président de la Confédération Ueli Maurer et le conseiller fédéral Guy Parmelin ont rencontré la population bernoise pour échanger des idées à cette occasion. Cela a été fait avec des saucisses, des boissons fraîches, un beau soleil et des températures estivales. Mais c'est la police cantonale bernoise qui a contribué de manière décisive au succès de l'UDC proche de vous : elle a empêché efficacement le chaos suite à une attaque ayant pour but de chasser les gens de la Waisenhausplatz.



Felix Müri (conseiller national LU) présente la mascotte de l'UDC et sa chanson.

Le président du parti Albert Rösti est heureux d'échanger avec la population.



Le conseiller national et président cantonal Werner Salzmann présente les candidats bernois.

Regardez le clip vidéo de l'événement et celui de la chanson sünneli sur : www.udc.ch



Waisenhausplatz, le soir à 18 heures: une bonne ambiance et de bonnes discussions autour d'une saucisse et d'un rafraîchissement.



Des sourires radieux: les conseillers nationaux Christian Imark (SO) et Andreas Glarner (AG) ainsi que Trudi Mösching, collaboratrice du secrétariat.



Michaël Buffat et Céline Amaudruz (conseillers nationaux VD et GE), Guy Parmelin (conseiller fédéral), Sandra Sollberger (conseillère nationale BL)



Grand sourire avec notre soleil : le président de la Confédération Ueli Maurer avec une heureuse bernoise.



Le conseiller national Adrian Amstutz (BE)

La Suisse doit avoir une politique des transports sans œillères idéologiques

Le peuple et les cantons ont clairement dit oui à l'élimination des goulets d'étranglement et de la congestion sur les routes nationales et d'agglomération. La gauche et les Verts veulent retarder ce mandat en avançant de faux arguments. L'UDC veille à ce que l'extension du réseau se fasse rapidement.



Le transport des marchandises sur route est indispensable pour l'approvisionnement de la population suisse. Elle doit enfin pouvoir bénéficier de conditions acceptables.

Des chiffres évidents n'empêchent pas la gauche et les verts de chercher constamment à ponctionner davantage les automobilistes et les transporteurs routiers. Et pour les remercier de verser toujours plus d'argent aux caisses

Le peuple et les cantons ont approuvé à une large majorité le Fonds national des transports routiers et d'agglomération (NAF).

publiques, les usagers motorisés de la route sont bloqués tous les jours dans des bouchons et subissent des chicanières sans cesse nouvelles sous la forme de restrictions à la circulation. L'UDC s'oppose avec détermination aux arnaques et mesures chicanières toujours plus effrontées que subit la grande majorité de la population qui a besoin de sa voiture, de sa moto, de son bus ou de son camion pour se rendre au travail ou pour approvision-

ner la population en marchandises et denrées alimentaires.

Seule une complémentarité optimale de tous les modes de transports permet de répondre aux besoins de mobilité et de transport de la Suisse. Les points forts des différents modes de transport doivent être interconnectés de manière optimale et non pas opposés les uns aux autres par opportunisme politique. Il faut en outre veill-

ler à ce que chaque mode de transport couvre les coûts qu'il occasionne. Il n'est plus acceptable que les automobilistes doivent cofinancer de plus en plus le rail par le biais des augmentations constantes des prix de l'essence et du diesel ainsi que des impôts sur les véhicules à moteur et de la TVA. Aujourd'hui déjà, la Confédération prélève près de la moitié du prix des carburants. La prochaine rapine dirigée par l'Etat contre les usagers motorisés de la route s'appelle taxe CO2 et représentera jusqu'à 20 centimes par litre de diesel ou d'essence. Ce projet est déjà en préparation.

L'UDC veut que les bouchons disparaissent

Le peuple et les cantons ont approuvé à une forte majorité le fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération (FORTA) qui offre un modèle de financement solide. C'est dire que le souverain exige clairement la suppression des goulets d'étranglement et des bouchons qui en

Au cours des 12 dernières années, un million de personnes de plus en Suisse, soit au total plus de 8,5 millions d'habitants, ont besoin d'être aidées à tout moment et chaque jour.

résultent sur les routes nationales et dans les agglomérations. L'UDC s'engage pour que ce mandat du peuple et des cantons soit rapidement exécuté par le Conseil fédéral et le Parlement, nonobstant les permanentes tentatives de la gauche et des verts de ralentir ces projets indispensables par des arguments fallacieux. Il est évident aussi que la forte croissance du trafic ne peut être ralentie que si l'immigra-

tion est effectivement freinée comme le peuple l'a exigé en approuvant l'initiative contre l'immigration de masse, faute de quoi le clivage entre les infrastructures de transports disponibles et les besoins réels en matière de mobilité continuera de s'approfondir. A un moment donné, tout l'argent du monde ne permettra plus d'empêcher l'effondrement des transports sur la route comme sur le rail. La Suisse ne supporte tout simplement pas 10 ou 12 millions d'habitants.

10 millions d'habitants ne seraient pas supportables

La population suisse, soit 8,5 millions d'habitants (un million de plus en l'espace de 12 ans), exige un approvisionnement quotidien et efficace. Les transports routiers veillent à ce que les denrées alimentaires et les boissons, le courrier postal, les prestations de santé, etc. arrivent toujours au bon moment au bon endroit. Ils s'occupent aussi à éliminer les déchets déposés au bord des routes. Pour remplir leur tâche, les transports de marchandises par la route – et aussi par le rail – ont besoin de conditions-cadres favorables. Tel n'est actuellement le cas ni pour la route, ni pour le rail. Les transports routiers sont ralentis par 26 000 heures d'attente dans les bouchons par an et le rail manque de souplesse, de fiabilité et de capacité.

Le Conseil fédéral doit exiger le respect des accords

Les NLFA seront certes mises en service en 2021 au St-Gothard et au Ceneri, mais l'Allemagne n'a pas en-

core réalisé les voies d'accès qu'elle a pourtant promis également pour 2021. Le transfert de la route au rail des transports de marchandises de frontière à frontière (et non pas d'Erstfeld à Bodio), pour lequel le peuple suisse s'est prononcé, se fera donc encore longtemps attendre. C'est uniquement si l'Italie et l'Allemagne aménagent enfin sur leur territoire les voies d'accès nécessaires aux tunnels de base suisses que l'on disposera d'une alternative de transfert valable sur l'axe principal Rotterdam – Gênes. Sans ces liaisons, les NLFA, un ouvrage de plus de 20 milliards de francs financé essentiellement par les Suisses via la RPLP, ne seront utilisées qu'à moitié.

L'UDC demande donc au Conseil fédéral d'exiger de l'Allemagne le respect de ses engagements et aussi d'achever le tunnel du Loetschberg comme complément à la ligne du St-Gothard. L'UDC s'oppose cependant à un (co)financement par la Suisse des raccordements aux NLFA sur sol allemand et italien.

Il faut aussi clairement faire comprendre à l'UE que l'interdiction du cabotage n'est pas négociable. Or, cette pratique nuisible ne peut être empêchée que si les autorités frontalières et policières exécutent strictement cette interdiction au lieu de persécuter les chauffeurs pour des contraventions mineures.

*Conseiller national
Adrian Amstutz
Sigriswil (BE)*



Plus de place sur la route grâce à plus de motos

Parmi les 6,1 millions de véhicules à moteur immatriculés en Suisse, il y a environ 720 000 motos (sans les petits cyclomoteurs). L'effectif de motos et de scooters a presque doublé depuis l'année 2000. La raison est simple : la multiplication des bouchons incite un nombre croissant d'usagers motorisés de la route à passer aux deux-roues. Compte tenu de la situation sur les routes et du point de vue de la protection de l'environnement, ce développement n'est pas mauvais.



Les motos et les scooters peuvent apporter une réelle contribution à la résolution des problèmes de trafic et à la protection de l'environnement – pour autant que la politique ne les entrave pas.

Entre 2006 et 2018, l'effectif total de motocycles a passé de 600'000 à 720'000 unités. Ce développement était discret et n'a guère été remarqué. Les motos et les scooters auraient même le potentiel d'apporter une contribution bien plus importante à la solution du problème des bouchons. Mais la politique n'en tient aucun compte en augmentant la pression et les mesures chicanières à l'égard des motards.

Stop aux dispositions spéciales!

Comme les automobilistes, les motards sont confrontés au terrorisme des amendes, à des réductions de la vitesse et zones à 30 km/h inutiles, aux rétrécissements de la chaussée, aux commandes illogiques des feux

de signalisation avec des systèmes de compte-gouttes et à une foule de prescriptions spéciales. Cherchez donc en ville des places de parc légales pour des motos à proximité des places de travail. Certaines villes suppriment les places de parc pour motos et les réservent aux cyclistes. Ou alors les places de parc pour motos sont soumises à des péages abusifs. Ces agissements sont d'autant plus déplacés quand ils sont le fait de municipalités de gauche ou vertes, car les motos et les scooters peuvent apporter une contribution importante à la solution des problèmes de trafic et à la protection de l'environnement – à condition que la politique ne les entrave pas.

Energiquement soutenue par la branche des deux-roues, la sensibilisation des motards et scotéristes au

risque d'accident – port de vêtements bien visibles, fréquentation de cours de perfectionnement, mode de conduite défensif – s'est heureusement répercutée sur le nombre d'accidents qui est en baisse depuis plusieurs années. Les progrès techniques – freins anti-bloquants ABS également dans les virages, contrôle de la traction, phares LED allumés de jour, mode de fonctionnement adaptable aux conditions routières, divers systèmes électroniques d'assistance à la conduite – ont aussi considérablement amélioré la sécurité des motards.

Conseiller national
Walter Wobmann
Gretzenbach (SO)



Intervenir en amont pour remédier à une politique de migration qui a échoué

Le centre-gauche réclame un soutien national à la petite enfance, même si ses avantages n'ont pas été prouvés. Étant donné que la violence au niveau de l'éducation dans des familles non intégrées est un problème plus fréquent, on peut soupçonner qu'une politique d'immigration qui a échoué devrait être compensée par une éducation en crèche imposée par l'État.

On raille souvent les parents qui réduisent leur temps de travail pour pouvoir s'occuper de leurs enfants. Et ce, bien que la présence constante d'une personne de référence a été prouvée depuis longtemps comme étant de toute première importance pour le développement sain d'un enfant. Les critiques du modèle familial traditionnel, qui est vécu par trois quarts des familles suisses, demandent que la formation précoce soit considérée comme une tâche de l'Etat.

La famille vaut bien davantage que la crèche

Cela ne suffit pas qu'une majorité parlementaire de centre-gauche a déjà obtenu à trois reprises depuis 2003 un financement fédéral pour les crèches, financement qui semble se transformer maintenant en subventions permanentes. En outre, chaque enfant, de la naissance jusqu'à l'âge adulte, doit désormais avoir accès à la formation, l'accueil et l'éducation de la petite enfance.

Après la naissance, ce ne sont plus les parents mais l'Etat qui doit assumer la responsabilité du développement, de la formation et de l'éducation des enfants. Les promoteurs de cette orientation justifient cela par des aspects économiques: l'investissement de l'État dans la petite enfance est considéré comme le meilleur rendement au niveau de l'éducation. Ce qui est une interprétation pour le moins erronée des résultats des études réalisées. Les talents individuels, la performance, la résilience physique, l'endurance, etc. sont complètement ignorés ici. Même constat sur le plan



Au lieu d'obliger les migrants à respecter les règles locales, la gauche préfère exiger davantage de mesures de soutien et d'éducation.

scientifique: Margrit Stamm, professeur émérite de sciences de l'éducation à l'Université de Fribourg, a expliqué dans une interview qu'il n'avait pas été prouvé empiriquement que la crèche offrait une «chance égale de départ», comme on l'a toujours affirmé de manière quelque peu euphorique. La famille a en effet un impact beaucoup plus important sur l'enfant, même si la crèche fait très bien son travail.

La gauche ne veut rien savoir

Pourquoi dès lors la gauche, en particulier, préconise-t-elle de telle sorte l'expansion de l'éducation précoce? On peut soupçonner que les mesures demandées visent avant tout les immigrants. Il est de notoriété publique que les enfants issus de la migration ont souvent plus de difficultés que les parents ne parlent pas ou ne veulent pas parler notre langue. La violence dans les familles de migrants, phénomène que l'on a moins thématiqué jusqu'ici, semble bien être de plus en plus une triste réalité. Selon une étude de la Haute école spécialisée zurichoise (ZHAW), les immigrants sont en effet beaucoup plus enclins que les

parents suisses à recourir à la violence grave comme moyen d'éducation. Ceci est particulièrement répandu dans les familles des pays africains, du Brésil et du monde arabe.

Comme dans le cas de la violence à l'égard des femmes, laquelle est dans une large mesure le fait de personnes non intégrées, la gauche ne veut ici aussi pas voir la réalité en face pour des raisons idéologiques. Au lieu de s'attaquer de manière ciblée aux conséquences de ses politiques d'asile et d'immigration malavisées et d'obliger les migrants à respecter les règles qui prévalent dans notre pays, elle appelle à davantage de soutien de la part de l'État et à des mesures éducatives à l'échelle nationale. Cela n'est pas sans rappeler les idées choquantes qui ont été à l'origine de la politique des enfants placés afin qu'ils aient une meilleure éducation. L'État devrait faire preuve de plus de retenue dans de telles interventions.

Conseillère nationale
Verena Herzog
Frauenfeld (TG)



Initiative KESB – protégez votre liberté!

Aucune autorité en Suisse n'a autant de pouvoir que l'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte (APEA). L'initiative KESB entend changer cela. 70'000 signatures ont été récoltées jusqu'ici, mais il nous en faut encore au moins 30'000 de plus pour que l'initiative aboutisse.

Signez dès maintenant l'initiative populaire «Action indépendante dans les familles et les entreprises (initiative de protection des enfants et des adultes)» !

Un avis de mise en danger ne protège que sous certaines conditions.

Cela peut concerner n'importe qui d'entre nous et n'importe quand : il suffit en effet d'un accident, d'une maladie, d'une démence supposée ou naissante, ou encore après un avis de mise en danger et l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte peut disposer de vous. N'importe qui peut émettre un tel avis de mise en danger contre vous de manière anonyme et gratuite, auquel cas l'APEA doit prendre des mesures. L'APEA peut ainsi nommer un conseiller professionnel externe qui, d'entente avec les autorités compétentes, peut décider de votre personne, de votre lieu de résidence, de vos biens, de votre maison, de votre appartement ou même de votre entreprise familiale, et d'en disposer.

Pourquoi l'initiative KESB est-elle si urgente ?

Contrairement à d'autres domaines du droit, la charge de la preuve n'incombe pas à l'autorité qui veut se mêler de votre liberté, mais à vous en tant que personne concernée au premier chef. Ce n'est pas l'APEA qui doit prouver qu'une intervention est nécessaire, mais vous devez être en mesure de prouver que vous pouvez très bien vous débrouiller sans l'APEA. Voici un exemple parmi d'autres: la situation est devenue tout simplement impossible pour cette personne âgée qui, à la suite d'un avis de mise en danger, a été

expulsée physiquement de son domicile, placée dans un foyer et immobilisée avec des médicaments, et qui n'a désormais plus accès à ses biens pour payer un avocat. L'initiative KESB vise justement à renverser cette charge de la preuve et à limiter le pouvoir excessif de l'APEA.

Qu'advierait-il avec l'APEA?

Il existe bien sûr des collaboratrices et des collaborateurs de l'APEA qui sont compétents et qui font un travail utile et de qualité, des personnes qui doivent être appréciées à leur juste valeur. Mais il y a aussi, malheureusement, trop de collaborateurs de l'APEA qui ne sont pas compétents, qui ne sont pas à leur place, et qui font de la vie des personnes touchées un enfer. L'APEA peut disposer de vous et vous devez, pour vous en libérer, emprunter une longue et coûteuse voie légale. Encore faut-il que cela soit possible ! Et si vous gagnez, vous devez souvent vous acquitter des frais d'avocat. Bref, aucune autorité dans ce pays n'a autant de pouvoir que l'APEA.

Une protection sous certaines conditions

Beaucoup de personnes âgées sont concernées par ce problème, mais aussi de jeunes parents avec des enfants mineurs. Exemple: si l'un des

parents se retrouve dans l'incapacité de discernement ou décède, les enfants mineurs sont assistés par l'APEA, qui décidera de la vie des enfants jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge adulte. Dans la plupart des cas, il s'agit d'une assistance professionnelle apportée par une tierce personne. L'APEA décide également si une maison peut être vendue ou un appartement rénové, parce que c'est justement cette même APEA qui est en droit de décider de la manière dont les biens de l'enfant doivent être utilisés au mieux. L'établissement d'un mandat pour cause d'inaptitude est une importante mesure immédiate que l'on peut prendre. Cela étant, elle ne vous protège que jusqu'à un certain point. En vertu de la législation en vigueur, l'APEA peut en effet décider si le mandataire pour cause d'inaptitude que vous nommez est «apte» ou convenable. Elle peut ne pas tenir compte de vos souhaits. Aidez-nous et signez l'initiative KESB ci-jointe, et retournez-nous la feuille le plus rapidement possible. Un grand merci!

Pour plus d'informations:
www.kesb-initiative.ch

Conseillère nationale
Barbara
Keller-Inhelder
Jona (SG)



Au nom de l'UDC Suisse, nous avons distribué le 14 Juin une Edition spéciale dans tous les ménages de Suisse romande et allemande.

L'objectif de cette action est clair: offrir aux lectrices et lecteurs une information non filtrée. Pays régi par la démocratie directe et abritant une société ouverte, la Suisse doit accorder une place centrale à la liberté d'opinion, d'information et de presse. Ces libertés fondamentales sont d'ailleurs ancrées dans notre Constitution fédérale. Chaque citoyenne et cha-

que citoyen de notre pays peut et doit s'exprimer librement indépendamment de sa condition, de son origine et de sa conception du monde.

Nous avons assisté durant les trente ans écoulés à un bouleversement profond du monde médiatique. La coopération de plus en plus étroite des maisons d'édition dans le domaine journalistique provoque aussi un rapprochement des formes et des contenus. La conséquence de cette évolution est qu'un petit nombre d'entreprises médiatiques contrôlent l'opinion publiée dans ce pays et acca-

parent de ce fait un pouvoir inquiétant. Ce que taisent ces médias, plus personnel ou presque ne s'en aperçoit. Ce développement est dangereux, surtout quand ces mêmes entreprises médiatiques poursuivent des objectifs politiques.

Si vous avez manqué la suite - lisez-la maintenant en ligne www.udc.ch ou découvrez sur cette page et la page suivante un petit aperçu.



La raison doit remplacer l'idéologie

Les changements climatiques inquiètent de nombreuses personnes. C'est compréhensible. Ce qui l'est moins, c'est que les idéologues de la gauche et des verts abusent sans aucune gêne de cette situation pour tenter d'imposer leurs recettes inefficaces. Nous devons nous y opposer et faire appel à la raison.

On commence par semer la panique pour ensuite imposer plus facilement la transformation socialiste de la société. Voilà la stratégie politique des idéologues climatiques de la gauche et des verts qui se mettent actuellement en scène grâce à un appui médiatique jamais vu jusqu'ici et qui n'hésitent pas à abuser de la bonne foi d'un public souvent mal informé. La classe moyenne sera arnaquée moyennant de nouveaux impôts et redevances et cet argent sera redistribué. Les citoyennes et citoyens seront rééduqués afin qu'ils modifient leur style de vie. Les arts et métiers et l'agriculture seront mis sous tutelle par de nouvelles prescriptions. Sous les habits verts à la mode, la gauche cherche à imposer un carcan socialiste et à prendre le pouvoir. Voilà la réalité!

Tricheurs à la table de jeu

Ce sont exactement les mêmes milieux qui veulent interdire la voiture aux pendulaires, bannir la viande des cantines et tirer l'argent des poches des travailleurs avec de nouveaux impôts sur le climat, qui sont également pour la libre immigration et qui poussent la Suisse dans l'UE. Ils sont responsables de l'augmentation de la population suisse d'un million d'habitants en 12 ans seulement ; ils sont responsables d'une Suisse à 10 millions d'habitants que nous aurons bientôt. C'est

leur politique qui provoque l'augmentation de la consommation d'énergie, le bétonnage des paysages, une consommation sans borne. Ce sont ces mêmes milieux qui se présentent aujourd'hui en sauveteurs verts de l'humanité. Il ne faut pas se laisser leurrer par les trucages effrontés de ces faux prophètes.

Garder le sens de la mesure

Nous devons réagir raisonnablement aux inquiétudes des gens face au changement climatique. Nous devons faire appel au bon sens humain et garder le sens de la mesure: produire et acheter localement, protéger l'environnement de manière pratique via le recyclage et la récupération de matières premières, miser sur des technologies nouvelles et plus économiques, gérer raisonnablement l'immigration, ménager nos paysages, modérer nos exigences dans notre vie personnelle. Les démarches efficaces ne manquent pas. L'extrémisme rouge-vert est en revanche nuisible pour la Suisse.

*Albert Rösti
président
UDC Suisse*





Voici comment la gauche et les verts veulent rééduquer la classe moyenne :

Que cache donc cette hystérie climatique attisée par la gauche écologiste ?

Liste des nouveaux impôts et redevances réclamés	Coûts par ménage et par an en francs
Augmentation du prix des carburants : plus 20 cts par litre = environ 450 francs par an (pour un ménage familial de pendulaires) ; certains ont même proposé 5 francs par litre d'essence	450.00
Redevances d'utilisation des routes, ladite «tarification de la mobilité» : plus 1'000 francs pour 10'000 km en voiture	1'000.00
Pénalité CO2 sur l'huile de chauffage : jusqu'à 1'500 francs de plus par an	1'500.00
Electricité solaire : plus 2'616 francs par an	2'616.00
Taxe sur «l'électricité sale» (nucléaire) : plus 495 francs (pour une consommation moyenne)	495.00
Suppression de déductions fiscales : enfants, frais de déplacement des pendulaires, épargne-logement, dons, prévoyance vieillesse, assainissements écologiques	3'941.00
Doublement de la TVA : à 5'250 francs par habitant au taux UE minimal de 15%	5'250.00
Doublement du prix des tickets d'avion : exemple d'un vol à Londres pour un ménage de quatre personnes : 899.60 au lieu de 400 francs	899.60
Interdiction des chauffages au mazout, frais de location supplémentaires pour un assainissement énergétique (exemple du ménage ci-dessus)	1'128.00
Charges supplémentaires pour un ménage dit écologiquement correct: produits alimentaires bio, produits durables, etc.	jusqu'à 2'500.00
Coûts annuels supplémentaires imaginables pour une famille de classe moyenne:	jusqu'à 19'379.60

Voici comment l'industrie de prise en charge veut gaspiller l'argent des contribuables :

«Revenu de base sans condition»	2'500 francs par mois pour ne rien faire
De plus en plus d'argent distribué à l'étranger	4 milliards de francs par an pour l'aide au développement
Coûts de l'asile	1,5 milliard de francs par an pour la seule caisse fédérale



... Le diable rouge-vert de la redistribution !

Voici ce que demandent encore ces rééducateurs :

- Zéro émission de CO2 d'ici à 2030 en ville de Zurich par **l'abandon complet des chauffages au mazout et au gaz**. A titre de compensation, cellules solaires sur les toits.
- **Interdiction de remplacer un chauffage au mazout** par un nouveau chauffage du même type.
- **Interdiction** des vols à l'intérieur de la Suisse.
- **Interdiction** des véhicules tout-terrain.
- **Interdiction** des sacs en plastique.
- **Supprimer les subventions** pour la production agricole de viande.
- **Interdire l'immatriculation** de nouvelles voitures de tourisme à moteur à combustion à partir de 2025. Interdiction totale dès 2035.
- **Zéro** émission de CO2 dans toute la Suisse. Ni pétrole, ni essence, ni diesel, ni gaz naturel à partir de 2050.
- **Interdire la circulation** de voitures et de motos quatre dimanches par an dans toute la Suisse.
- **Interdire d'aménager** les aéroports en Suisse.

Si vous avez manqué la suite - lisez-la maintenant en ligne www.udc.ch ou découvrez sur cette page un petit aperçu.